

Alain Laplante demande la réintégration de son chef de cabinet

ALAIN LAPLANTE LUNDI 11 JUIN 2018

Maintenant que le groupe des 9 a rejeté l'entente conclue avec Guy Grenier, entente qui avait été signée par l'avocat mandaté par le groupe des 9, le maire Alain Laplante demande la réintégration immédiate de son chef de cabinet. De plus, il exige que la réputation de Guy Grenier soit rétablie.

Manœuvre pour empêcher la réintégration de Guy Grenier

Après que la Ville ait été déboutée deux fois de suite devant les tribunaux, le groupe des 9, dirigé par le conseiller Yvan Berthelot, utilisera une nouvelle manœuvre afin d'empêcher la réintégration de Guy Grenier.

Ce lundi 17h30, lors d'une autre séance extraordinaire, le groupe des 9 congédiera, pour une 5ième fois, Guy Grenier en tentant de se prévaloir de la clause de résiliation de son contrat.

Un problème persiste : aucune raison valable ne justifie la fin du contrat de Guy Grenier qui a déjà entrepris une démarche judiciaire afin de démontrer que son congédiement était un geste arbitraire, partisan et illégal.

De plus, malgré la manœuvre du groupe des 9, rien n'indique que Guy Grenier mettra fin à ses procédures judiciaires pour être pleinement réintégré dans son poste. Le maire Alain Laplante souhaite également la réintégration de son chef de cabinet qui a été congédié pour des raisons politiques.

Atteinte à la réputation

« Les membres du groupe des 9 n'ont pas seulement privé injustement Guy Grenier de son emploi, ils ont aussi porté atteinte à sa réputation en laissant courir qu'il aurait fait des fautes graves. Ceci est complètement diffamatoire. J'exige que réparation soit faite dans les plus brefs délais », lance le maire Alain Laplante.

« Le groupe des 9 s'acharne à vouloir congédier sans raison valable Guy Grenier et leur façon de faire s'apparente à du harcèlement », constate Alain Laplante.

Le groupe des 9 se moque de la Cour supérieure du Québec

Le 4 juin dernier, en rejetant l'entente signée devant le juge Martin Castonguay, le groupe des 9 a démontré clairement sa mauvaise foi et s'est moqué de la Cour supérieure du Québec pour une deuxième fois de suite.

Rappelons que le juge Marc-André Blanchard avait accordé, le 4 mai dernier, une injonction provisoire à Guy Grenier, estimant que son emploi dépendait du comité exécutif et non pas du conseil municipal et que, malgré l'injonction, le groupe des 9 a congédié à nouveau Guy Grenier.

Le 30 mai dernier, le juge Castonguay avait jugé que le congédiement de Guy Grenier était de nature politique et qu'il avait le droit de gagner sa vie. Le juge Castonguay a donc forcé la Ville à s'entendre avec Guy Grenier.

« Le groupe des 9 n'a aucune considération quant aux coûts qu'il occasionne aux contribuables de Saint-Jean-sur-Richelieu et à ceux du Québec relativement aux frais d'avocats et au système de justice. « S'il souhaite mettre fin à ce conflit coûteux et ridicule, il existe un moyen simple, soit la réintégration de Guy Grenier dans son poste dont on n'aurait jamais dû l'écarter », conclut le maire Alain Laplante.